



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 028**

Le mercredi 28 septembre 2022

---

Président : M. Kody Blois





## Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mercredi 28 septembre 2022

• (1700)

[Traduction]

**Le président (M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.)):** La séance est ouverte.

Bienvenue à la 28<sup>e</sup> séance du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes. Je vais commencer par quelques rappels.

La réunion d'aujourd'hui se déroule en mode hybride. Les délibérations seront disponibles sur le site Web de la Chambre des communes. Sachez que la webdiffusion montrera toujours la personne qui parle et non l'ensemble du Comité. Les saisies d'écran ne sont pas permises et, bien sûr, il faut suivre les lignes directrices du Bureau de la régie interne en matière de santé.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 30 mai 2022, le Comité reprend son étude sur l'insécurité alimentaire mondiale, dossier que nous étudions depuis juin, mais nous l'abordons maintenant suivant une perspective nationale.

Je souhaite la bienvenue aux témoins de ce premier groupe, tant que trois autres de trouvent dans la salle.

Je vois la main levée de M. Perron, et je veux lui dire qu'il y a eu des vérifications de son à l'avance pour les services d'interprétation. Le test n'a pas fonctionné pour M. Lemaire, mais tous les autres témoins ont réussi. M. Lemaire a dû se déplacer sur place à la dernière minute et il a oublié son casque d'écoute de la Chambre des communes. Il fait partie du deuxième groupe. Si les services d'interprétation ne sont pas satisfaisants dans ces conditions et que ses écouteurs-boutons ne fonctionnent pas, il ne pourra malheureusement pas participer. Tous les autres ont été acceptés.

Je vais commencer par le premier groupe de témoins.

À l'écran, nous avons M. Evan Fraser, directeur du Arrell Food Institute de l'Université de Guelph, qui se joint donc à nous par vidéoconférence.

De Cereals Canada, nous accueillons Mark Walker, vice-président, Marchés et commerce. M. Walker se joint à nous aujourd'hui en personne à Ottawa. Je suis heureux de vous voir, monsieur Walker.

Nous accueillons également M. Steve Webb, directeur général du Global Institute for Food Security. Il comparaît par vidéoconférence depuis Saskatoon. Monsieur Webb, c'est un plaisir de vous voir. J'ai eu l'occasion de me joindre à vous en avril, à Saskatoon, et j'apprécie grandement votre travail.

Nous allons vous accorder cinq minutes pour les déclarations préliminaires et comme nous avons peu de temps aujourd'hui en raison des votes, nous allons procéder le plus rapidement possible.

Je vais commencer par M. Evan Fraser.

Vous avez cinq minutes, monsieur.

**M. Evan Fraser (directeur, Arrell Food Institute, University of Guelph, à titre personnel):** Merci de cette belle occasion.

Dans mes brefs commentaires, je me propose d'aborder quatre points à prendre en considération si nous voulons que le Canada se dote de technologies agroalimentaires de pointe qui lui permettront d'accroître ses exportations — question à laquelle on m'a demandé de réfléchir — tout en étant comme un chef de file mondial dans ce que nous appelons la « révolution de l'agriculture numérique », qui est une façon de s'attaquer aux changements climatiques. Nous cherchons des solutions gagnantes sur tous les plans.

La première est évidente: nous devons investir davantage dans nos infrastructures. Nul n'ignore que, de nos jours, les Prairies sont dans une situation quasiment unique à l'échelle planétaire pour ce qui est de leur capacité à produire des céréales et des oléagineux, ainsi que de protéines d'origine végétale ou animale. Ces productions sont expédiées de l'autre côté des Rocheuses par un très petit nombre de lignes de chemin de fer et, tous les deux ou trois ans, le service est perturbé.

Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai participé à une table ronde en compagnie du vice-président des opérations du port de Vancouver qui a parlé de la propagation des goulots d'étranglement, même à l'heure actuelle. La fragilité de notre système commercial empêche le Canada d'être le grenier du monde comme il le souhaite, et nous devons mettre davantage l'accent sur notre infrastructure de transport.

Le deuxième point consiste à créer des incitatifs financiers visant à récompenser les agriculteurs qui adoptent des pratiques de gestion destinées à atténuer les émissions de gaz à effet de serre et qui écoulent ensuite leurs produits sur les marchés mondiaux sous le label d'agriculture durable. En adoptant ce que certains d'entre nous appellent l'agriculture régénératrice, c'est-à-dire en encourageant les agriculteurs à utiliser des rotations de cultures plus complexes permettant de limiter les rejets de gaz à effet de serre et en utilisant des tracteurs intelligents qui épandent les engrais de façon très efficace, l'agriculture peut devenir une source de solution climatique plutôt qu'une source d'émissions de gaz à effet de serre. Cela nous permettra de bâtir une marque mondiale synonyme de durabilité qui sera un avantage commercial dans un monde de plus en plus préoccupé par le climat.

Sans trop en dire, le 25 octobre, mon institut, l'Arrell Food Institute, de concert avec le bureau du PDG de la Banque Royale et le Boston Consulting Group, publiera le premier opusculé d'une série de rapports traitant de cette question. La conclusion de ce travail est que nous avons besoin d'un mécanisme fédéral de tarification du carbone prenant en compte l'agriculture afin d'inviter les agriculteurs à faire ce qu'il faut et de nous doter d'une base sur laquelle bâtir une image de marque commerciale durable.

Troisièmement, pour produire des aliments, nous devons former les bonnes personnes, ce qui nous oblige à régler le problème de la pénurie de main-d'œuvre. Autrement dit, nous devons investir dans des programmes de formation et donner une nouvelle image de l'agriculture, afin de faire abandonner l'idée fautive et populaire selon laquelle l'agriculture est synonyme de chapeaux de paille et de granges rouges pour faire comprendre que le futur agriculteur est à même de porter une blouse de laboratoire et de conduire un tracteur. L'agriculture fait partie de l'économie de l'innovation, et nous devons investir dans notre programme de formation. Si le Canada veut accroître ses exportations à long terme, nous avons besoin d'une main-d'œuvre qui maîtrise la technologie et qui soit prête à contribuer à l'innovation.

Quatrièmement, et dernièrement, nous devons investir dans les outils de ce que certains d'entre nous appellent la « révolution de l'agriculture numérique ». Les mêmes outils qui nous ont donné le téléphone intelligent et transformé la médecine se retrouvent aujourd'hui dans les étables et les installations de transformation des aliments, à l'instar de l'agriculture en milieu contrôlé, de l'agriculture verticale et des robots de récolte et de traite. Cette technologie nous permet d'accroître la production tout en réduisant les intrants, de disposer d'installations de traitement plus efficaces et d'emballages intelligents. Ce n'est que la partie émergée de l'iceberg des possibilités que la technologie représente pour nous.

Je pense que le Canada doit être à la tête de cette vague d'innovation. Pour ce faire, nous devrions créer des centres d'innovation en technologie agricole, accorder à certaines régions un statut fiscal et d'immigration préférentiel, accorder des autorisations d'aménagement du territoire et des tarifs concurrentiels pour les services publics, cela pour faire germer une Silicon Valley canadienne dans le domaine alimentaire.

Il se fait déjà beaucoup de bonnes choses dans le monde et dans notre pays. Je songe, par exemple, au partenariat public-privé géré par la Fondation de la famille Weston dont l'objet est de favoriser une réflexion novatrice sur ces technologies dans notre pays.

Je conclurai en rappelant mes quatre points: l'amélioration de notre infrastructure de transport; la création de marchés du carbone et d'une marque mondiale sur le thème du développement durable; la formation de la prochaine génération qui maîtrisera la dimension technologique de cette révolution de l'agriculture numérique, et la création de zones d'innovation en technologie agricole.

Ces quatre stratégies nous permettraient d'accroître les exportations à long terme et de donner vie à la vision que le Conseil consultatif sur la croissance économique, soit le rapport Barton, nous a donnée en 2016. Selon cette vision, le Canada devrait être le fournisseur mondial fiable d'aliments sains et durables au XXI<sup>e</sup> siècle.

Sur ce, je vous remercie et je vous invite à me poser vos questions, ou à disposer de moi comme vous l'entendez, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Fraser.

Vous êtes dans les temps et votre exposé était très bon.

Nous allons maintenant passer à M. Walker qui a cinq minutes.

Nous aurons l'occasion de poser des questions après avoir entendu tous nos témoins.

**M. Mark Walker (vice-président, Marchés et commerce, Cereals Canada):** Merci, monsieur le président et distingués membres du Comité. Je vous remercie de m'accueillir ici aujourd'hui.

Je m'appelle Mark Walker, et je suis vice-président, Marchés et commerce à Cereals Canada.

Cereals Canada est une association industrielle nationale de promotion du blé, du blé dur, de l'orge et de l'avoine au Canada. Nos membres représentent une chaîne de valeur complète allant des agriculteurs aux centres de développement des cultures en passant par les manutentionnaires et les exportateurs de grains.

Nos membres s'intéressent principalement aux avantages découlant d'une croissance axée sur les exportations et facilitée par l'accès à divers marchés mondiaux. Les céréales canadiennes sont des produits alimentaires de base exportés aux quatre coins du monde. Au cours des cinq dernières années, les exportations canadiennes de blé ont été écoulées dans plus de 80 pays. Au cours d'une année moyenne, les agriculteurs canadiens plantent 35 millions d'acres de céréales, ce qui se traduit par 27 millions de tonnes d'exportations et des recettes d'exportation de plus de 9 milliards de dollars.

Depuis des générations, les agriculteurs canadiens cultivent des produits qui nourrissent la planète. La demande alimentaire a progressé tandis que la population mondiale augmentait. Les producteurs de céréales du Canada ont relevé ce défi en adoptant des pratiques novatrices tout en augmentant la capacité de notre pays de produire pour nous-mêmes et pour l'exportation. L'amélioration des variétés de semences a permis d'accroître le rendement dans l'ensemble de notre industrie, et les nouvelles technologies de production des cultures ont permis aux producteurs de cultiver leurs cultures plus efficacement tout en réduisant leur empreinte écologique.

Dans les années 1980, les rendements de blé s'élevaient en moyenne à 27 boisseaux à l'acre sur 27 millions d'acres ensemencés. Tandis que la superficie ensemencée en blé a chuté à 15 millions d'acres, nos rendements ont augmenté pour atteindre plus de 50 boisseaux à l'acre. La précision et le succès des exploitations agricoles d'aujourd'hui sont le résultat de décennies de réglementation habilitante, d'investissements dans la recherche et d'une volonté d'innover. Le rôle du gouvernement dans ces progrès est à la fois remarquable et grandement apprécié.

Notre industrie s'efforce de gérer des saisons de croissance de plus en plus caractérisées par l'alternance de périodes de sécheresse et d'humidité excessive, ainsi que par un climat instable, tout en cherchant à assurer une production uniforme pour l'exportation, et il convient de souligner le rôle continu que le gouvernement doit jouer dans ce domaine.

Nous croyons que le succès des exportations commence chez nous, par une production alimentaire canadienne durable. Les agriculteurs doivent pouvoir compter sur des règlements fondés sur la science qui soutiennent la productivité, la fiabilité et la qualité des exportations canadiennes. Un environnement commercial facilitant la production et l'exportation de produits agricoles canadiens est essentiel pour renforcer la contribution du Canada à la sécurité alimentaire mondiale dans les prochaines années.

Hors de nos frontières, l'industrie et le gouvernement peuvent également collaborer à des initiatives de développement des marchés et d'accès aux marchés afin de cultiver des possibilités de croissance et de diversification dans plus de 80 marchés clients de céréales canadiennes.

Cereals Canada abrite une équipe d'experts spécialisés dans le maintien des marchés, le développement des marchés, l'accès aux marchés et la politique commerciale. Notre équipe d'experts représente sans relâche l'industrie céréalière canadienne partout dans le monde auprès de nos clients internationaux et d'autres gouvernements nationaux afin de veiller à ce que les céréales canadiennes aboutissent sur les marchés mondiaux de la façon la plus efficace possible. Quand des obstacles surgissent, nous nous montrons proactifs dans la recherche de solutions.

Le programme Agri-marketing d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, dont nous bénéficions depuis plus d'une décennie, joue un rôle clé dans ce travail. Tandis que nous diversifions nos marchés internationaux pour le blé, l'orge et l'avoine, nous continuerons de nous tourner vers ce programme extrêmement important pour tirer parti de nos réussites et faire progresser la sécurité alimentaire dans le monde.

Outre notre équipe des marchés et du commerce, l'équipe d'experts techniques de Cereals Canada travaille avec des clients internationaux pour veiller à ce que ceux-ci tirent le meilleur parti possible des céréales canadiennes. Un peu partout dans le monde, le blé canadien contribue à améliorer la production de ce type de céréale. Le fait de mélanger le blé canadien avec des substituts de moindre qualité et à faible teneur en protéines améliore la fonction et l'utilisation lors de la fabrication de produits alimentaires pour les clients. Dans un contexte caractérisé par la hausse du coût des aliments et la perturbation des approvisionnements, nos experts travaillent avec des clients internationaux sur la façon d'utiliser le blé canadien à sa valeur maximale.

Grâce à notre équipement et à notre expertise, nos équipes travaillent accompagnent les clients pour les aider à simplifier leurs processus de production. Par exemple, grâce à notre compréhension des besoins de divers clients, notre usine pilote au centre-ville de Winnipeg a aidé à réduire le nombre de cycles de mouture nécessaires pour produire la farine servant de base aux produits finaux de nos clients, ce qui a permis d'économiser des ressources et d'accroître l'abordabilité.

Plus tôt ce mois-ci, les membres de la même équipe ont donné un atelier à l'African Milling School, au Kenya, pour aider à former des minotiers de partout en Afrique sur les pratiques exemplaires d'utilisation du blé canadien. La semaine dernière, nous avons accueilli un groupe de meuniers de blé dur d'Afrique du Nord pour discuter de la récolte de cette année afin de définir les attentes en matière de qualité pour leurs usines. Il y a plusieurs années, nous avons entrepris un important exercice de transfert de connaissances et avons ainsi contribué à ouvrir au Maroc une installation tech-

nique axée sur la production de blé dur, le procédé de mouture et le couscous.

De plus en plus, à la faveur des conversations que nous avons avec des clients du monde entier, nous constatons leurs préoccupations au sujet du resserrement des approvisionnements de blé et du rôle que notre organisation peut jouer pour relever ces défis. Au bout du compte, un environnement commercial plus solide, soutenu par des politiques nationales habilitantes, améliorera les contributions à la sécurité alimentaire mondiale tout en ouvrant de plus grandes possibilités de diversification pour le développement de l'économie canadienne.

Merci. Je serai heureux de répondre à vos questions.

**Le président:** Deux sur deux.

Merci beaucoup, monsieur Walker. Nous sommes dans les temps.

Monsieur Webb, vous avez la parole pour cinq minutes.

**M. Steve Webb (directeur général, Global Institute for Food Security):** Merci et bonjour, monsieur le président. Merci de m'avoir invité à comparaître.

Le Global Institute for Food Security est un partenariat entre le gouvernement, l'industrie et le milieu universitaire.

Je vais entamer mon témoignage par une affirmation d'une importance cruciale: l'insécurité alimentaire mondiale, c'est l'insécurité mondiale tout court.

Norman Borlaug a dit qu'on ne peut pas construire un monde pacifique avec des ventres creux et la misère humaine. Monsieur le président, cette déclaration n'a jamais été plus saisissante que maintenant.

La population mondiale croît rapidement. Nous avons un défi à relever: nourrir un monde en croissance avec des ressources limitées en terres, en eau et en nutriments, sans oublier les aléas de la nature ni les difficultés qui sont entièrement de notre fait, comme l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Tout cela menace la résilience du système alimentaire mondial et notre capacité à nourrir le monde durablement.

Ces problèmes ont néanmoins une solution. Le Canada fait partie d'une poignée de pays producteurs nets d'aliments, et sa production est durable sur les plans économique, environnemental et social. Nous avons la nourriture, le carburant et les engrais dont le monde a besoin, et notre secteur agricole et alimentaire est prêt à nourrir un monde en croissance. Toutefois, pour réussir, nous devons appuyer l'industrie par des politiques adaptées qui nous permettent de tirer parti des possibilités qui s'offrent à nous.

Les deux témoins précédents ont parlé du rapport Barton et décrit l'occasion qui se présente à nous. Le rapport est juste. Je voudrais donc recommander quatre politiques nationales possibles qui permettraient d'améliorer les exportations du Canada.

La première concerne l'innovation. Nous ne pouvons pas continuer à relever les défis d'aujourd'hui et de demain avec les outils et les technologies d'hier. Nous avons besoin d'innovation pour avoir le plus grand impact positif possible grâce à nos secteurs de l'agriculture et de l'alimentation. Malheureusement, l'apport du Canada en matière d'innovation ne produit pas le rendement sur les investissements que nous devrions pouvoir attendre.

Le plus récent rapport du Conference Board du Canada classe notre pays au huitième rang pour les investissements, mais au 23<sup>e</sup> pour les résultats obtenus. Nous devons remédier à cette situation en élaborant une stratégie nationale d'innovation cohérente et intégrée. L'innovation est un sport d'équipe, et nous ne pouvons plus nous concentrer sur la refonte d'une partie du système sans tenir compte de tous les secteurs concernés.

La prochaine politique que je préconise consiste à faire des investissements majeurs dans l'infrastructure. Nous ne pouvons pas recommander une politique visant à améliorer les exportations canadiennes sans tenir compte de l'infrastructure nécessaire, comme la connectivité sans fil en milieu rural, les ports et les réseaux ferroviaires. Les investissements dans les infrastructures permettront au Canada de demeurer concurrentiel et de regagner sa réputation de fournisseur fiable. Le Canada doit assumer tout cela.

La troisième recommandation concerne la modernisation de la réglementation par la création d'un cadre de réglementation transparent, prévisible, fondé sur la science, interactif et habilitant. Nos secteurs agricole et alimentaire souffrent de la complexité de la réglementation et des goulots d'étranglement qui limitent l'accès des producteurs et des consommateurs aux dernières innovations éprouvées. Un cadre de réglementation hautement fonctionnel constitue un avantage concurrentiel pour le Canada. Il renforce la confiance, tant au Canada qu'à l'étranger. Nous savons que c'est possible, mais il est inutile d'attendre une situation de crise pour aller de l'avant. Jetons dès maintenant les bases de la modernisation de notre régime de réglementation afin d'adopter une approche fondée sur la science qui appuie l'innovation.

La dernière recommandation que je soulignerai concerne la durabilité. Le Canada est l'un des producteurs alimentaires les plus durables au monde. Nous devons être fiers des progrès réalisés et du chemin parcouru.

À propos des changements dans les pratiques agronomiques, M. Fraser a parlé de l'agriculture régénératrice et notamment de la culture sans labour. L'épandage d'engrais à taux variable dans l'Ouest du Canada, et en particulier en Saskatchewan, a permis de faire augmenter de 22 % la superficie des terres utilisées pour la production annuelle, avec l'élimination de la jachère d'été. Fait remarquable, pour une même intensité de production, les agriculteurs de l'Ouest canadien ont, en 30 ans, réduit leur utilisation d'engrais azotés de 28 % par boisseau et par acre.

Lorsque nous envisageons des changements de politique, comme dans les discussions récentes sur la réduction des émissions provenant des engrais et, par extension, de l'utilisation des engrais, nous devons tenir compte des conséquences imprévues de ces politiques. À défaut de le faire, nous donnerons un portrait inexact de la durabilité de l'agriculture canadienne, ce qui suscitera la méfiance de la population à l'égard de notre système agricole résilient et durable. Cela nuira aux exportations. Il faut montrer la voie à cet égard. Le Canada ne devrait pas être à l'arrière-garde.

Dernier point que je soumettrai au Comité: nous devons réunir toutes les parties autour de la table pour relever ces défis. Le modèle de partenariat entre l'industrie, le gouvernement et le milieu universitaire du GIFS regroupe ce qu'il y a de mieux chez les trois intervenants pour faire progresser l'innovation. Nous devons tirer parti de la sagesse de toutes les parties prenantes.

En guise de conclusion, je tiens à vous remercier, monsieur le président, ainsi que les membres du Comité, de m'avoir invité et de

m'avoir donné l'occasion de vous livrer mes réflexions. Je serai heureux de répondre à vos questions.

Merci.

**Le président:** Trois sur trois. Bravo aux témoins pour le respect des limites de temps.

Chers collègues, comme les votes nous ont retardés, nous avons environ 45 minutes par groupe. Voici comment je vais procéder: chaque parti aura droit à un premier tour de six minutes, puis nous accorderons deux minutes et demie aux libéraux et aux conservateurs au deuxième tour.

Monsieur Barlow, pour les conservateurs, à vous l'honneur.

**M. John Barlow (Foothills, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci aux témoins. Merci à eux de leur patience. Pour la tenue des votes, nous revenons à la normale, ce qui, hélas, retarde parfois les travaux des comités.

Ma première question s'adresse à M. Webb. Merci de ce que vous avez dit de la nécessité de fonder sur la science la prise de décisions et le régime de réglementation. À votre avis, la politique de réduction des émissions provenant des engrais serait-elle une décision ou une politique fondée sur des données scientifiques solides? Sinon, pourquoi?

**M. Steven Webb:** Je dirais que l'intention de la politique est bonne, dans le contexte de la réduction des émissions. Toutefois, l'approche ne tient compte que des normes d'émissions.

Nous devons adopter une approche holistique axée sur l'intensité de la production pour nous assurer un cadre stratégique qui donne des résultats économiques, environnementaux et sociaux propices à la durabilité. Les résultats que j'ai évoqués — l'augmentation de 22 % de la superficie cultivée et la réduction de 28 % de l'utilisation d'azote par boisseau et par acre — sont des données qui peuvent éclairer la politique pour garantir au Canada l'environnement le plus concurrentiel sur le marché mondial.

**M. John Barlow:** À ce sujet, je vous suis reconnaissant d'avoir dit que les producteurs ont déjà réduit l'utilisation d'engrais de 28 % dans de nombreuses régions du Canada.

Vous avez parlé du discours qu'on tient sur la question. Si la réduction des émissions est effectivement notre objectif, ce qui est très louable, n'aurait-il pas été plus avantageux dans le discours, en tout cas pour nos producteurs, d'inviter les autres pays qui ont besoin de réduire leurs émissions à s'inspirer de ce qui se fait au Canada? « Nous sommes la norme par excellence. Comme nous avons déjà réduit la quantité d'engrais, intéressez-vous aux innovations et à la technologie du Canada et tirez des leçons de ses pratiques. » L'application de notre norme n'aurait-elle pas été un moyen plus efficace de réduire les émissions dans d'autres pays?

**M. Steven Webb:** C'est l'occasion pour le Canada de montrer la voie, de proposer ces innovations et d'en faire profiter les autres.

Tous les témoins qui comparaissent aujourd'hui devant le Comité adhèrent à l'Indice national de rendement agroalimentaire. Il s'agit d'une coalition qui regroupe plus d'une centaine d'organisations, dont des ministères fédéraux et provinciaux, des acteurs de l'industrie, petits et grands, et tous les groupes de producteurs. Evan Fraser et moi y représentons le secteur des organismes sans but lucratif. C'est une solution canadienne très intéressante. Elle permet de comparer les possibilités économiques, environnementales, sociales et d'intégrité alimentaire de façon à les mettre en valeur, et le Canada peut ainsi être un chef de file.

Nous ne devrions pas être à la remorque des autres, ni avoir honte de l'impact que l'innovation a eu sur l'agriculture.

La première fois que je suis venu dans l'Ouest du Canada, j'avais 14 ans. Près de la moitié des terres que j'ai vues alors étaient en jachère d'été. Ce n'est plus le cas, Dieu merci.

**M. John Barlow:** Merci, monsieur Webb.

Je m'adresserai maintenant à M. Walker.

Vous avez parlé de transport. Huit conventions collectives avec les chemins de fer arrivent à expiration le 31 décembre. D'après tout ce que j'ai entendu dire, nos rendements pourraient être d'environ 50 % supérieurs à ceux de l'année dernière, qui a été difficile.

Quelle incidence la capacité ferroviaire a-t-elle eue sur notre capacité d'atteindre certains de nos objectifs en matière de débouchés commerciaux et de transport des marchandises? L'industrie songe-t-elle ce qui pourrait se passer plus tard cette année?

**M. Mark Walker:** Merci de votre question.

Au sujet des récoltes et des rendements, vous avez vu juste. En fin de compte, les exportateurs canadiens ont besoin d'une infrastructure commerciale capable d'absorber la demande croissante d'exportations. Cette année, la récolte de céréales sera de 56 % supérieure à celle de l'an dernier. La semaine dernière, 80 % de la récolte était faite à l'échelle du Canada. Dans cette optique, notre secteur de l'exportation a certainement hâte de travailler avec les chemins de fer pour s'assurer que le grain canadien est acheminé vers le marché dans les meilleurs délais et de façon efficace.

**M. John Barlow:** Y a-t-il des mesures précises que l'industrie a envisagées en ce qui concerne le service ferroviaire? Y a-t-il une politique fédérale que nous pouvons appliquer non seulement pour assurer la sécurité alimentaire chez nous, mais aussi pour répondre à la demande mondiale?

**M. Mark Walker:** Je suis un expert des marchés et du commerce. Je travaille un peu à la politique des transports, mais Cereal Canada est membre de la coalition Canada's Ready. Nous avons une page d'accueil, [canadasready.ca](http://canadasready.ca), qui décrit ce que nous demandons au gouvernement, ainsi qu'aux compagnies de chemin de fer, à l'égard de cette récolte importante. Je vais fournir cette information au Comité pour qu'il puisse en tenir compte dans son étude.

**M. John Barlow:** J'ai le temps de poser une dernière question brève. Elle s'adresse également à M. Webb.

Vous avez parlé d'infrastructure, de ports et de chemins de fer. Y a-t-il quelque chose de précis à dire au sujet du transport ferroviaire, puisque ces conventions collectives arrivent à expiration le 31 décembre? Qu'aimeriez-vous voir dans une politique fédérale pour assurer la continuité du transport ferroviaire?

**M. Steve Webb:** La seule menace de grève créée de l'incertitude dans la chaîne d'approvisionnement. Tout ce qui peut atténuer les interruptions de travail serait avantageux pour tous les intervenants du système.

**Le président:** Merci, messieurs Webb et Barlow.

Nous allons passer à M. Drouin pour six minutes.

**M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.):** Très bien. Merci beaucoup aux témoins d'être là.

J'ai une brève question à poser sur les transports. M. Walker pourrait peut-être répondre. Je voudrais aussi connaître l'opinion de M. Fraser, puisqu'il a parlé de l'importance du transport.

Récemment, j'ai appris qu'un écart de quatre heures par rapport à l'heure prévue est toléré pour qu'on puisse dire qu'un train est à l'heure. Si un train arrive quatre heures après, les deux transporteurs ferroviaires du Canada disent qu'il est à l'heure. Essaie-t-on activement de travailler avec vos membres pour réduire cet écart afin que les trains arrivent vraiment à l'heure? Comment cela se compare-t-il à ce qu'on observe aux États-Unis, par exemple?

Nous savons qu'il pourrait y avoir un risque de grève aux États-Unis également. Nous entendons souvent parler du CN et du CP, mais je ne sais pas ce qui se passe aux États-Unis. Si vous avez des échanges avec des homologues américains, pouvez-vous dire quelle est la relation avec les sociétés ferroviaires?

• (1725)

**M. Mark Walker:** D'après ce que je comprends, les différences dans les délais pour le transport ferroviaire sur l'ensemble du réseau se mesurent en semaines. Nous avons cette année la moitié de la capacité par rapport à l'an dernier. Outre ces statistiques, je ne peux pas vous donner de détails, mais je peux certainement chercher cette information pour la communiquer au Comité.

**M. Francis Drouin:** D'accord.

Monsieur Fraser, vous avez parlé du vice-président de l'Administration portuaire de Vancouver. Que dit-il ou que dit-elle — j'ignore si c'est un homme ou une femme — des moyens de donner de l'expansion au réseau afin que nous puissions acheminer le grain vers les marchés plus rapidement et à temps?

**M. Evan Fraser:** La semaine dernière, le vice-président a soulevé quelques points importants à une réunion organisée par l'ambassade du Canada au Japon et l'ambassade du Japon au Canada avec les chambres de commerce des deux pays pour discuter de l'amélioration des liaisons entre le Canada et le Japon en ce qui concerne les exportations agricoles.

Il y avait deux points principaux. Il y avait d'abord les défis logistiques extraordinaires que l'administration portuaire doit relever pour faire transporter physiquement ce volume de marchandises vers la région côtière, dans un environnement où les conditions de travail sont extrêmement contraignantes, puis les charger à bord des navires, qu'il faut ensuite faire partir. Il a présenté une série d'innovations technologiques qu'on est en train de mettre en place pour atténuer le problème de ce goulot d'étranglement. Il a ensuite rappelé une évidence: à l'est de Vancouver, dans les Rocheuses, les couloirs de transport entre les Prairies et les marchés mondiaux sont minuscules. J'ai été frappé par cette situation absurde — disons plutôt fragile. L'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba constituent un immense territoire de la taille de l'Europe, mais toute la production alimentaire de cette région est acheminée essentiellement par quelques chemins de fer et un ou deux cols. C'est là que réside la fragilité inhérente du réseau dont nous avons hérité. Et nous avons toléré cette fragilité. Il faut trouver un moyen d'atténuer le problème de ces goulots d'étranglement dans le réseau, car, comme nous venons de l'entendre, il flanche. Tous les deux ou trois ans, il flanche.

L'article de Jake Edmiston paru la semaine dernière dans le *Financial Post* laisse certainement entendre que nous aurons encore des problèmes cette année, et nous ne pourrions pas être le grenier que notre pays devrait être.

**M. Francis Drouin:** Oui, et personne ne s'attend à ce que nous déplaçons des montagnes, si je peux me permettre...

**M. Evan Fraser:** Littéralement.

**M. Francis Drouin:** Nous avons déjà remarqué la fragilité du réseau. Les inondations survenues en Colombie-Britannique l'ont fait ressortir. De toute évidence, c'est un danger.

Monsieur Fraser, je vais profiter de votre présence. Heureux de vous rencontrer.

Le deuxième point que vous avez abordé est celui des incitatifs financiers et des marchés du carbone. Pour avoir parlé à des agriculteurs, je sais qu'ils sont prêts à participer à un marché du carbone, même pour assurer des compensations carbone pour d'autres entreprises. Parfois, le problème est le suivant: comment mesurer, comment alléger le dispositif pour les agriculteurs, comment éviter d'avoir des vérificateurs qui viennent sur les terres pour prendre des mesures, ce qui alourdit les formalités administratives?

Avez-vous vu des technologies capables d'alléger ce fardeau pour les agriculteurs afin qu'ils puissent participer à ce marché?

**M. Evan Fraser:** Vous avez mis le doigt sur le problème. Dans le jargon technique, on parle d'un système de quantification, de vérification et de déclaration pour mesurer le carbone supplémentaire qui est séquestré grâce, disons, à un changement dans les pratiques de gestion, ainsi que la permanence de ce carbone dans le sol.

Jusqu'à maintenant, la plupart de ces systèmes étaient fondés sur des vérifications. Elles sont lourdes et extrêmement coûteuses à réaliser. Elles coûtent plus cher que la valeur du carbone, au prix actuel du marché. J'ai cependant bon espoir qu'avec un peu d'accélération et de concertation, nous pourrions, grâce à la télédétection, éviter d'aller dans les champs en adoptant la télédétection. En fait, ce que nous devons viser, c'est une collecte dite « passive », c'est-à-dire l'imagerie satellitaire couplée à des capteurs de la science des sols par l'entremise d'un réseau Internet des objets. C'est le genre de choses auxquelles le GIFS et Steve Webb tra-

vailent. Je sais que nous y travaillons. Le projet de la Banque Royale auquel j'ai fait allusion est très axé sur ce genre de chose.

Au cours des deux ou trois prochaines années, pourrions-nous mobiliser la science pour passer d'un système de contrôle au sol à la télédétection? En un mot, oui, mais il faudra quand même un peu de travail. Les universitaires avec qui je travaille ne demandent pas mieux que de collaborer avec Agriculture et Agroalimentaire Canada et le réseau des laboratoires vivants pour faire avancer les choses.

**M. Francis Drouin:** D'accord. Merci.

Monsieur Webb, vous avez parlé des émissions provenant des engrais. Je vous demande simplement, puisqu'il me reste 20 secondes, si vous avez présenté un mémoire dans le cadre des consultations.

**M. Steve Webb:** Oui.

**M. Francis Drouin:** Parfait. Merci.

J'ai terminé.

**Le président:** Merci, messieurs Fraser, Webb et Drouin.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour six minutes.

**M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être présents aujourd'hui.

Monsieur Fraser, je poursuivrai avec vous. Essayez de ne pas parler trop vite, car cela peut parfois rendre le travail des interprètes plus difficile.

Au sujet des outils de vérification de la performance des sols, vous expliquiez que, plutôt que d'aller prendre des mesures physiquement, il était possible de le faire par imagerie satellitaire. Ai-je bien compris?

[Traduction]

**M. Evan Fraser:** Merci de me donner l'occasion d'apporter des précisions et de me rappeler de ne pas parler trop vite. Pour une chose comme pour l'autre, merci.

Dans l'état actuel de la science, nous mesurons le carbone au moyen de sondes et de capteurs au sol. Il faut donc se rendre sur le terrain pour prélever des échantillons et faire des mesures. De plus en plus, l'objectif est de recourir à l'imagerie satellitaire, qui est maintenant d'une résolution suffisante pour que les satellites puissent de plus en plus distinguer les principaux types de cultures et utiliser le volume et la couleur du feuillage — la quantité de vert et la quantité de rouge que les plantes réfléchissent — pour interpréter et interpoler la quantité de carbone absorbée par le sol.

Cela nécessite beaucoup d'algorithmes d'intelligence artificielle pour relier les observations au sol aux observations satellitaires. Comme des recherches scientifiques s'imposent indéniablement, je me refuse à dire que nous sommes prêts à lancer un système de mesure, de déclaration et de vérification fondé uniquement sur la télédétection, mais je pense qu'avec quelques années de travail — la collecte de données au sol à mettre en relation avec les données de télédétection —, nous devrions être en mesure de créer des algorithmes d'intelligence artificielle qui permettront de prédire, à partir d'un petit questionnaire que les agriculteurs rempliraient, en plus des données de télédétection, combien de gaz à effet de serre supplémentaire est absorbé par le sol.

C'est la trajectoire que suivent actuellement les scientifiques.

[Français]

**M. Yves Perron:** Je vous remercie infiniment de la clarification. C'est beaucoup plus clair.

Je comprends donc que la recherche n'est pas terminée et que cela va prendre des investissements pour accélérer la révolution numérique qui est en cours.

Un peu plus haut dans les énoncés de votre mémoire, vous dites aussi qu'il faut financer les pratiques durables, reconnaître ce que les producteurs font et les encourager financièrement. Comment articulez-vous cela?

Je vois que vous voulez beaucoup d'investissements. Ce n'est pas que je sois en désaccord, bien au contraire, mais pouvez-vous nous donner une idée de votre vision de la chose?

• (1730)

[Traduction]

**M. Evan Fraser:** Elle comporte deux volets.

Le premier concerne en grande partie les agriculteurs qui produisent actuellement des céréales ou des oléagineux et du bétail. On peut faire beaucoup pour encourager ces agriculteurs à adopter des pratiques et des technologies de gestion qui sont plus efficaces sur le plan de l'énergie, de l'utilisation des nutriments et d'autres intrants, et comme l'a dit M. Webb, des pratiques de gestion comme une rotation plus compliquée des cultures qui aiderait le sol à accumuler de la matière organique. Les agriculteurs peuvent utiliser un large éventail de technologies et de pratiques de gestion pour qu'une exploitation devienne un puits de gaz à effet de serre plutôt qu'une source d'émissions, mais, à l'heure actuelle, les agriculteurs ne sont pas encouragés à se lancer dans cette voie.

Dans une étude que j'ai dirigée il y a un ou deux ans, nous avons indiqué aux agriculteurs des aspects où une gestion plus durable de leurs exploitations était possible. Ils nous ont répondu: « Oui, nous sommes au courant, mais nous ne sommes pas payés pour cela. » Disons que la Banque Royale envisage l'idée suivante: pouvons-nous établir ce que nous pourrions appeler des exploitations carbonées, où les agriculteurs seraient récompensés financièrement pour les aliments qu'ils produisent et pour les gaz à effet de serre absorbés? Voilà un élément.

Le deuxième volet concerne les serres, les fermes verticales et les sources d'approvisionnement en protéines de remplacement. Je suis au courant d'initiatives en Israël ou à Singapour, où la science la plus avancée est appliquée aux systèmes alimentaires. J'y participe. Je crains que le Canada n'ait pas un secteur ou un noyau comparable ou équivalent d'innovation technologique en agriculture. Il

s'agit précisément de choses comme l'agriculture verticale ou l'agriculture cellulaire. Nous produisons...

[Français]

**M. Yves Perron:** Je suis désolé de vous interrompre, mais je veux connaître l'avis de M. Walker sur cette question.

Monsieur Walker, vous avez parlé de votre moulin pilote, qui a permis de réduire le nombre de cycles de mouture. Après avoir entendu les explications de M. Fraser, j'aimerais entendre ce que vous avez à dire, en 30 secondes, sur ce genre de pratiques innovantes.

[Traduction]

**M. Mark Walker:** Je vous remercie de la question.

Notre équipe d'experts travaille avec nos clients en fonction de leurs besoins pour parvenir au produit final. Il nous est arrivé qu'un meunier nous explique: « Je discute avec mon boulanger. Il veut quelque chose, je produis autre chose, et il y a un certain décalage entre les deux. » Notre équipe, car nous avons deux experts à l'intérieur, peut avoir une conversation avec les deux parties, servir d'intermédiaire, pour ainsi dire, et trouver une solution qui convient aux deux. On parvient ainsi à une grande complémentarité. Grâce à ce travail, nous pouvons mieux aider nos clients du monde entier à utiliser les céréales le plus efficacement possible, qu'il s'agisse de recycler différents types de son ou, comme je l'ai dit, de réduire les cycles de mouture, s'assurer que ce qui est entrepris correspond exactement à ce qui est nécessaire et que ce qui n'est pas nécessaire est mis de côté.

[Français]

**Le président:** Merci, messieurs Walker et Perron.

[Traduction]

Monsieur MacGregor, vous avez six minutes. À vous.

**M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je profite de mes six minutes pour d'abord lire publiquement un avis de motion. La greffière a une copie de cette motion dans les deux langues officielles. La motion est la suivante:

Que, conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Comité entreprenne une étude sur l'inflation due aux profits dans le secteur de l'épicerie et la hausse du coût des produits d'épicerie alors que les grandes chaînes font des profits records; que le Comité examine les profits records des grandes chaînes d'épicerie et de leurs PDG par rapport aux salaires des employés et au coût des produits d'épicerie au Canada; que le Comité examine également la capacité des grandes chaînes d'épicerie de tirer parti de leur taille pour réduire les revenus des agriculteurs canadiens; que le Comité invite des témoins ayant des connaissances précises sur l'inflation motivée par les profits et les intervenants concernés de l'industrie, y compris les PDG des épiceries, les économistes, les syndicats et les agriculteurs ou les organisations représentatives; qu'au moins six réunions soient prévues pour entendre les témoins; que le Comité fasse rapport de ses conclusions à la Chambre et que, conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au rapport.

Il s'agit simplement d'un avis de motion que tous mes collègues pourront étudier au cours des prochains jours.

Monsieur le président, je vais poursuivre en posant mes questions. Je me joins à mes collègues pour remercier les témoins d'avoir accepté de comparaître et de nous aider à réaliser cette étude.

Monsieur Fraser, je vais m'adresser d'abord à vous et à l'Arrell Food Institute. Je me souviens de la visite du Comité à l'Université de Guelph, en 2018. Nous avons été vraiment impressionnés par le travail extraordinaire que votre université entreprend.

Je suis heureux que vous ayez évoqué les changements climatiques dans votre mémoire et dans votre exposé liminaire. Oxfam est l'un des témoins que nous avons entendus plus tôt dans le cadre de cette étude. Ses représentants, dans leur exposé sur la question, ont dit qu'au cours des 20 dernières années, les demandes d'aide financière humanitaire liées aux rigueurs de la météo ont augmenté de 819 %. Il y a actuellement une énorme crise dans la corne de l'Afrique. Le chef du Programme alimentaire mondial a parlé aux informations d'aujourd'hui de la crise qui sévit là-bas. Les pays de la région sont aux prises avec de graves sécheresses qui ont nui à la capacité des agriculteurs de produire des aliments pour la population locale.

Puis, bien sûr, la région a été frappée par la guerre en Ukraine, car l'Ukraine, qui est pour elle un grenier, a vu ses exportations de céréales interrompues, essentiellement, pendant un certain nombre de mois, et nous sommes encore en train de rattraper l'arriéré dans les exportations. De plus, les changements climatiques ont une incidence sur les capacités de nos agriculteurs. Ma province, la Colombie-Britannique, a été coupée du reste du Canada en novembre dernier, et nous savons que les agriculteurs des Prairies ont connu des sécheresses extrêmes et de graves inondations, ce qui a nui à notre capacité de produire à notre plein potentiel.

En même temps que notre pays essaie d'augmenter sa production, nous luttons aussi contre cette action d'arrière-garde qui nie les effets des changements climatiques sur notre production. Nous savons que les pays du monde entier sont aux prises avec les mêmes problèmes, mais ils n'ont pas la résilience, le savoir-faire technologique, ni les ressources financières dont dispose notre gouvernement.

Avez-vous des réflexions à nous livrer sur la façon dont l'expertise et le savoir-faire canadiens peuvent servir dans des pays comme ceux de l'Afrique pour aider à renforcer la résilience locale? Lorsqu'on leur coupe l'herbe sous le pied, par exemple lorsqu'un pays comme l'Ukraine voit soudainement ses exportations réduites, que pouvons-nous faire pour renforcer la résilience et comment le Canada peut-il intervenir pour combler le vide? Si vous aviez des réflexions à ce sujet à nous communiquer au cours des prochaines minutes, nous vous en serions reconnaissants.

• (1735)

**M. Evan Fraser:** Vous devriez donner mon cours à ma place.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Evan Fraser:** Merci de votre question.

La résilience comporte souvent différentes couches ou lignes de défense. La capacité de l'écosystème de produire des aliments advenant une sécheresse est la première ligne de défense. Un agriculteur peut accumuler de la matière organique dans le sol et planter des brise-vent. Ce sont des choses très pratiques qui n'exigent pas nécessairement beaucoup de technologie.

La collaboration avec des organismes comme Oxfam ou la Canadian Foodgrains Bank pour faire du travail de développement sur le terrain dans les régions éloignées ou vulnérables est un très, très bon début pour renforcer la résilience de l'écosystème agricole. Il y a ensuite ce que je considère comme une couche technologique. Pouvons-nous utiliser des semences résistantes à la sécheresse? Il y a beaucoup de défis liés à l'utilisation plus ou moins équitable de différents types de semences, mais il y a des semences plus résistantes à la sécheresse que nous pouvons produire. Pouvons-nous

utiliser les données de télédétection, pour revenir aux satellites, afin de prévoir les sécheresses futures pour aider le Programme alimentaire mondial à se positionner 6, 8 ou 10 semaines avant une crise? C'est en quelque sorte un niveau intermédiaire de défense, dans lequel l'écosystème agricole vient en premier et la technologie, en dernier.

Il y a aussi des moyens de défense au niveau communautaire et des gens qui travaillent ensemble. Est-il possible d'investir dans la société civile?

Enfin, des organisations comme le Programme alimentaire mondial constituent la ligne de défense ultime.

Je pense que la stratégie appropriée consiste à travailler au niveau du portefeuille, de contribuer à ces différentes échelles de défense pour bâtir un portefeuille complet de résilience aux changements climatiques. Les détails quant à la façon d'y arriver seraient différents au Canada par rapport à la corne de l'Afrique, mais la présence de ces niveaux de défense est assez répandue dans le monde entier. C'est dans cette direction que j'irais.

**M. Alistair MacGregor:** Merci.

Cela conclut mes six minutes. Je vous remercie.

**Le président:** Merci, monsieur MacGregor et monsieur Fraser.

Chers collègues, il nous reste cinq minutes pour le premier groupe de témoins.

Monsieur Epp, vous avez deux minutes et demie. Ce sera ensuite au tour de M. Turnbull.

**M. Ted Falk (Provencher, PCC):** Merci, monsieur le président.

Merci à nos témoins d'être venus...

**Le président:** Monsieur Falk, on m'a dit que votre micro n'était pas...

Tout d'abord, je m'excuse. Je croyais que c'était M. Epp qui avait la parole. C'est donc à vous maintenant pour deux minutes et demie.

• (1740)

**M. Ted Falk:** D'accord. Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de leur présence et de leurs témoignages.

Hier, j'ai eu le privilège d'entendre David Beasley, ancien gouverneur de la Caroline du Sud et actuel directeur exécutif du Programme alimentaire mondial des Nations unies. Il était présent ici au Parlement pour présenter une allocution.

Il a mentionné diverses choses, mais il a réitéré certains des points dont vous avez parlé, monsieur Webb, — la crise mondiale imminente à laquelle nous faisons face et l'instabilité géopolitique qui sera créée par un problème d'instabilité alimentaire si nous ne nous attaquons pas à ce problème. Vous avez mentionné dans votre rapport que nous devons tenir compte des questions d'innovation et de réglementation et que ces dernières doivent être fondées sur la science. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les règlements au sujet desquels nous devons faire preuve d'innovation?

**M. Steve Webb:** Je pense que l'un des avantages pour nous, au Canada, c'est la présence d'un système de réglementation. Un tel système est important. Il renforce la confiance, tant au pays qu'à l'étranger. Nous avons un système très complexe qui crée beaucoup de goulots d'étranglement.

Nous avons célébré l'approbation de l'édition génomique par Santé Canada, mais nous attendons toujours l'approbation de l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour mettre la technologie en application. Afin de placer les choses en perspective, nous sommes en retard d'une décennie par rapport aux États-Unis à ce sujet. Pourquoi est-ce que je sais cela? C'est parce que c'est mon équipe chez Dow AgroSciences qui a mené cette première enquête sur le système de réglementation américain. Je pense que nous avons besoin d'un processus interactif favorisant la collaboration et permettant de fournir de la rétroaction en temps réel aux entreprises qui soumettent des propositions, tout en mobilisant les intervenants, ainsi que les organismes de réglementation.

Pour les vaccins contre la COVID-19, on est passé du concept au produit en moins d'un an. Nous n'avons pas sacrifié la sécurité ni l'efficacité. Cela s'est fait efficacement. Encore une fois, nous n'avons pas besoin d'une crise pour que le système fonctionne...

**M. Ted Falk:** Il ne me reste que quelques secondes et j'aimerais vous poser une autre question, si vous me le permettez.

Vous avez parlé d'investissements de capitaux. Quel est l'investissement en capital le plus stratégique que nous pouvons faire maintenant pour devenir des chefs de file mondiaux en matière de sécurité alimentaire?

**Le président:** Il vous reste 15 secondes, monsieur Webb.

**M. Steve Webb:** Ce serait dans les installations portuaires et ferroviaires.

**M. Ted Falk:** D'accord. Merci.

**Le président:** Monsieur Turnbull, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

**M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.):** Je suis heureux d'accueillir tous les témoins.

Je vais adresser ma première série de questions à vous, monsieur Fraser. Je remarque que vous avez fait de très bonnes suggestions dans votre déclaration préliminaire, et j'en ai pris note. Par ailleurs, j'ai lu un article récent dans le *Financial Post* que vous avez écrit et que j'ai trouvé très bon. Vous y disiez que le système alimentaire mondial repose sur trois hypothèses de base: un commerce fluide, une géopolitique stable et une énergie bon marché dans des conditions climatiques modérées. Je dirais aujourd'hui, et je pense que vous l'avez mentionné dans l'article, que ces hypothèses ne valent plus, et il est naïf de notre part de penser que nous pouvons compter sur un système alimentaire conçu pour une époque différente.

Ma question est la suivante: en plus de ce que vous avez déjà dit, y a-t-il autre chose que vous aimeriez ajouter sur la façon de bâtir le système alimentaire pour le XXI<sup>e</sup> siècle?

**M. Evan Fraser:** Excellent. Je vais répondre très rapidement.

L'insécurité alimentaire est attribuable au fait que les gens n'ont pas les moyens de se nourrir. Si nous voulons que les Canadiens aient une meilleure sécurité alimentaire, nous devons nous pencher sur le coût de la vie et du logement. Cela va plus loin que l'alimentation et nous amène aux salaires et au coût de la vie. Je pense que

les meilleurs leviers pour régler le problème de l'insécurité alimentaire sont le logement et les salaires.

Pour ce qui est de la production alimentaire, c'est la neutralité en carbone, l'innovation technologique et, probablement, une plus grande résilience, ce qui signifie moins de dépendance à l'égard de très longues chaînes d'approvisionnement qui sillonnent des régions montagneuses susceptibles d'être inondées. Nous devons reconnaître que nous entrons dans une ère de perturbations et que nous avons besoin de plus de plans de reprise, ainsi que de redondance dans nos systèmes alimentaires. Nous devons tout faire pour créer une redondance.

Ce sont les deux piliers clés sur lesquels je me fonderais immédiatement.

**M. Ryan Turnbull:** Merci, monsieur Fraser.

Monsieur Webb, je me tourne vers vous pour une brève question.

Je remarque que dans votre déclaration préliminaire, vous avez mis l'accent sur l'innovation et l'investissement. Je vois également que votre organisation, grâce à de nombreux partenariats, a fait un excellent travail en élaborant un indice national du rendement agroalimentaire, avec un accent sur un ensemble d'indicateurs de durabilité. Je pense que vous avez dit que nous devrions en être très fiers, et je suis d'accord avec vous.

L'un de ces indicateurs était un cadre financier durable. J'aimerais savoir s'il y a des possibilités dans ce domaine qui pourraient profiter au secteur agroalimentaire dans ce contexte.

• (1745)

**Le président:** Il vous reste environ 25 secondes, monsieur Webb.

**M. Steve Webb:** Je vous remercie de me donner le temps de répondre.

Je pense qu'en fin de compte, la réponse courte est oui, encore une fois. C'est une réponse que vous appréciez. Cela s'applique à l'ensemble de l'écosystème dans lequel nous travaillons, de la ferme à la recherche, en passant par l'innovation et la capacité de mettre le produit sur le marché, ainsi que d'examiner la situation dans le contexte même de l'amélioration des débouchés commerciaux.

Encore une fois, je pense que c'est certainement un élément clé d'un espace de solutions intégrées, que nous devons viser en tant que nation.

**Le président:** Merci, monsieur Turnbull.

Merci, monsieur Webb.

Chers collègues, cela met fin à notre premier groupe de témoins, mais ne vous éloignez pas trop. Nous allons passer très rapidement au prochain groupe de témoins.

Au nom du Comité, je remercie M. Walker, qui est dans la salle, ainsi que MM. Webb et Fraser, qui se sont joints à nous à distance.

L'information que vous nous avez fournie est importante. Je vous remercie de votre travail et de vos témoignages d'aujourd'hui.

Restez là, chers collègues. Nous allons reprendre dans deux minutes.

• (1745) \_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_

• (1749)

**Le président:** D'accord, chers collègues, nous reprenons nos travaux. Je sais que tout le monde est content d'être de retour en personne et d'avoir l'occasion de reprendre contact, mais nous devons nous attaquer à notre tâche.

Notre deuxième groupe de témoins d'aujourd'hui est composé de Chris Davison, vice-président, Relations avec les intervenants et l'industrie, au Conseil canadien du canola, qui est présent dans la salle. C'est un plaisir de vous recevoir.

Nous accueillons également Scott Ross, directeur exécutif de la Fédération canadienne de l'agriculture. Monsieur Ross, c'est un plaisir de vous avoir en vidéoconférence.

Nous accueillons aussi Ron Lemaire, président de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes. Monsieur Lemaire, nous allons tout faire pour que votre microphone fonctionne, et vous serez le troisième à témoigner.

Monsieur Davison, vous avez cinq minutes. Je vous cède la parole.

• (1750)

**M. Chris Davison (vice-président, Relations avec les intervenants et l'industrie, Conseil canadien du canola):** Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité. Je vous suis reconnaissant de me donner l'occasion aujourd'hui de me joindre à vous et aux autres témoins. Comme il a été mentionné, je m'appelle Chris Davison et je suis vice-président des relations avec les intervenants et l'industrie au Conseil canadien du canola.

Le Conseil englobe tous les maillons de la chaîne de valeur du canola. Nos membres comprennent des producteurs de canola, des entreprises en sciences de la vie, des manutentionnaires de grains, des exportateurs, des transformateurs et d'autres intervenants de l'industrie. Notre objectif commun est d'assurer la croissance et le succès continus de l'industrie, et ce, en répondant à la demande mondiale de canola et de produits à base de canola, y compris les aliments, les aliments pour animaux et le carburant.

Le succès du canola rejaillit sur le Canada. Notre industrie représente près de 30 milliards de dollars d'activité économique par année. Elle est à l'origine de quelque 207 000 emplois et de 12 milliards de dollars en salaires, ainsi que de la plus grande part des recettes monétaires agricoles au pays. Notre plan stratégique repose sur trois piliers clés: un approvisionnement durable et fiable, une valeur différenciée et un commerce stable et ouvert.

Dans le cadre de mon témoignage devant vous aujourd'hui, on m'a demandé de concentrer mes observations sur les recommandations au chapitre de la politique intérieure susceptibles d'améliorer les exportations canadiennes sur la scène mondiale. En tant que représentant d'une industrie qui exporte 90 % de ce qu'elle produit sous forme de graines, d'huile et de tourteau de canola, je ne peux que me réjouir de cela. Pour faire suite à la demande qui m'a été faite, je vais regrouper mes observations dans trois domaines d'intérêt, soit l'accès aux marchés et le commerce, les initiatives de réglementation et l'innovation.

Toutefois, avant de passer à cela, je tiens à souligner les problèmes très réels d'insécurité alimentaire auxquels nous sommes

confrontés. Il est certain que la guerre en Ukraine et d'autres événements et développements récents ont fait ressortir cela; cependant, l'insécurité alimentaire n'est pas un phénomène épisodique. Elle peut être plus aiguë ou exacerbée à différents moments, mais elle est de nature systémique et, comme nous le savons, elle comporte des dimensions nationales et internationales. Le Canada en général, et notre industrie en particulier, a la chance de pouvoir aider à régler certains problèmes d'insécurité alimentaire. Il est bien établi que le Canada produit plus que ce dont il a besoin à des fins domestiques et, comme je l'ai déjà mentionné, le canola ne fait pas exception.

Cela dit, nous avons des défis à relever. Le plus important, et celui qui a le plus de répercussions directes sur notre capacité de contribuer à l'atténuation de l'insécurité alimentaire, est celui de la demande. Les signaux à ce chapitre laissent entrevoir de façon générale une croissance importante de la demande dans un avenir prévisible, stimulée par les défis de la production mondiale, les événements géopolitiques et l'intérêt pour les huiles végétales saines, entre autres. Ces signaux en ce qui a trait à la demande ont à leur tour servi de catalyseur pour le développement d'une capacité de transformation accrue au Canada, comme en témoignent les récentes annonces d'investissements et d'activités totalisant près de 2 milliards de dollars.

Par conséquent, il s'agit d'une période stimulante et dynamique pour notre industrie, mais pour réaliser ce potentiel de croissance et jouer un rôle permanent et sans doute accru dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, il faut tout d'abord répondre à la demande. L'accès aux marchés et le commerce, les initiatives actuelles au chapitre de la réglementation, ainsi que l'innovation, ont tous un rôle essentiel à jouer à cet égard.

Pour ce qui est de l'accès aux marchés et du commerce, ce n'est un secret pour personne que l'ouverture des frontières et des marchés est la meilleure façon d'aider à assurer l'abondance en ce qui a trait à la nourriture et qu'elle joue un rôle essentiel dans la stabilité des prix. L'accès aux marchés et le commerce face à la guerre en Ukraine ainsi que d'autres facteurs, notamment le protectionnisme post-COVID, l'intensification de la concurrence et les répercussions des changements climatiques, pour n'en nommer que quelques-uns, sont critiques. Par conséquent, à l'intérieur du secteur agroalimentaire canadien en général, l'industrie du canola appuie les efforts visant à ouvrir de nouveaux marchés, à encourager et à démontrer le leadership canadien dans les forums internationaux en ce qui concerne les règles commerciales, ainsi qu'à renforcer la capacité de défense des intérêts et la collaboration entre le gouvernement et l'industrie.

Pour ce qui est des initiatives actuelles en matière de réglementation, qui sont nombreuses, je dirais simplement que nous devons redoubler d'efforts pour ce qui est de notre engagement à élaborer et à mettre en œuvre des règlements fondés sur des données scientifiques et des données probantes, qui permettent le développement et la commercialisation des outils nécessaires pour accroître la production, ainsi que l'accès à ceux-ci, afin de pouvoir répondre à la demande. Nous devons le faire pour assurer plus de transparence, améliorer notre compétitivité, attirer des investissements supplémentaires et, en dernier ressort, conserver des outils et en mettre de nouveaux entre les mains des producteurs de canola qui évoluent dans un contexte de production de plus en plus difficile.

En ce qui concerne l'innovation, il est bien connu qu'elle a fait en sorte que le canola est devenu l'un des oléagineux les plus importants au monde et la culture la plus précieuse du Canada, et nous sommes prêts à faire encore plus, non seulement pour ce qui est des avantages nationaux, économiques ou environnementaux, mais aussi en ce qui concerne notre capacité à contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Le printemps dernier, nous avons publié une nouvelle stratégie d'innovation pour le canola. Elle présente une vision des priorités à court terme pour soutenir la croissance et le développement continus de notre industrie, y compris le respect des exigences en matière de demande mentionnées précédemment. La stratégie comprend quatre piliers: le rendement, la précision, la protection et le produit. Si elle est mise en œuvre avec succès sur le plan de la collaboration, des efforts, du financement et de la réglementation, elle appuiera la prochaine phase de croissance de l'industrie canadienne du canola, en améliorant le rendement, en augmentant la précision, en protégeant la culture et les marchés, et en mettant l'accent sur les avantages du canola en tant que culture oléagineuse.

Cela permettra non seulement de stimuler l'activité économique, mais aussi d'améliorer notre capacité de relever les défis liés à l'insécurité alimentaire mondiale, en raison des gains de productivité qui seront générés. Nous partagerons avec plaisir une copie de la stratégie d'innovation avec les membres du Comité, si cela vous intéresse.

• (1755)

En conclusion, le monde veut plus de canola canadien et en a besoin. Nous devons travailler en partenariat si nous voulons réussir à en fournir, en tenant compte des défis liés à l'insécurité alimentaire et d'autres objectifs communs. Nous devons aussi reconnaître que notre capacité de le faire dépend en grande partie de notre compétitivité sur les marchés mondiaux. Lorsque nous prenons des décisions de politique intérieure, nous devons le faire de manière à ne pas ajouter des coûts qui rendent nos produits moins concurrentiels.

Je vous remercie de votre temps aujourd'hui. J'ai hâte de discuter avec vous.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Davison.

Nous allons passer à M. Ross de la Fédération canadienne de l'agriculture, pour cinq minutes.

**M. Scott Ross (directeur exécutif, Fédération canadienne de l'agriculture):** Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité.

Je m'adresse à vous au nom de la Fédération canadienne de l'agriculture, qui représente environ 190 000 familles d'agriculteurs d'un bout à l'autre du Canada. Je vous remercie de me donner l'occasion d'aborder la question de l'insécurité alimentaire mondiale.

Plus tôt cette semaine, j'ai assisté à une présentation de David Beasley, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial des Nations unies. Il a souligné que le manque d'engrais et les problèmes de production dans les principales régions agricoles entraîneront une augmentation spectaculaire du nombre de personnes touchées par une insécurité alimentaire aiguë à l'échelle mondiale, ce nombre atteignant déjà 345 millions de personnes dans le monde. Le lien entre l'insécurité alimentaire et l'agitation civile ne fait qu'accentuer la gravité de cette situation, la nécessité urgente de maximiser la production alimentaire mondiale et d'améliorer la ré-

silience des systèmes agroalimentaires étant ressortie dans ses observations.

Le Canada jouit d'une richesse enviable en ressources naturelles et en producteurs agricoles très efficaces, mais il n'est pas à l'abri des défis mondiaux posés par la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et les changements climatiques. En cette période de crises de plus en plus interreliées, la dépendance excessive à l'égard du commerce international ou de la production nationale rend les pays vulnérables aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, ce qui peut avoir des effets dévastateurs.

Par exemple, les agriculteurs de l'Est du Canada continuent d'avoir un accès incertain aux engrais et reconnaissent que la rareté de cet intrant essentiel pourrait être une réalité pour les années à venir. Des politiques comme le tarif sur les engrais russes ne font qu'augmenter les prix des intrants essentiels, les producteurs étant déjà confrontés à des coûts d'exploitation historiquement élevés. Il subsiste un besoin pressant d'offrir un répit à l'égard de ces contraintes financières.

L'insécurité alimentaire mondiale exige une approche pangouvernementale multidimensionnelle, qui soutient des chaînes d'approvisionnement alimentaire résilientes et maximise la production alimentaire. Dans mes observations d'aujourd'hui, je vais aborder quelques aspects qui revêtent une importance cruciale à cet égard.

Premièrement, en ce qui concerne le commerce, lors du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021, les membres de l'ONU ont convenu que l'atteinte des objectifs de développement durable dépendra de la promotion de systèmes alimentaires locaux stables, soutenus par un commerce équitable et fondé sur des règles. Aucune politique internationale ne devrait empêcher les pays d'établir leurs propres infrastructures agricoles. Le monde a besoin de solides échanges commerciaux fondés sur des règles, qui permettent des mesures stratégiques favorisant la stabilité de l'approvisionnement, comme des filets de sécurité, une commercialisation ordonnée et la gestion de l'offre.

La réponse du Canada aux changements climatiques constitue également un exemple clair de politiques qui peuvent avoir une incidence sur notre résilience et notre capacité de produire des aliments. Les producteurs ont besoin de politiques qui encouragent des pratiques résilientes face aux changements climatiques, sans limiter la productivité. Cela nécessite une collaboration entre les agriculteurs et les gouvernements pour tirer parti de l'expertise au niveau de l'exploitation agricole. La Fédération canadienne de l'agriculture continue de demander la création d'un groupe de travail composé d'agriculteurs, de fonctionnaires et d'experts techniques, afin de trouver des incitatifs pragmatiques en matière de changements climatiques qui appuient la croissance continue de la productivité.

En ce qui concerne les infrastructures, les infrastructures physiques et naturelles sont également essentielles à notre résilience face aux changements climatiques. Il faut continuer d'investir dans le Fonds national des corridors commerciaux, afin de diversifier et de renforcer nos canaux de mise en marché. La Fédération canadienne de l'agriculture appuie également l'élaboration continue de programmes de services écosystémiques, comme le programme d'enchères inversées annoncé dans le budget de 2021 pour la conservation et la restauration des terres humides. La reconnaissance de la contribution des agriculteurs à la gestion des plaines inondables et à d'autres biens environnementaux publics est essentielle à la résilience à long terme du secteur.

Pour ce qui est des interventions en cas de catastrophe et du rétablissement, la résilience exige également une approche coordonnée des interventions en cas de catastrophe et la détermination de mesures qui pourraient atténuer et prévenir les risques futurs. La Fédération canadienne de l'agriculture continue de réclamer la collaboration pour les examens après sinistre, dans le cadre d'Agri-relance, c'est-à-dire de réunir les principaux intervenants après les interventions initiales en cas de catastrophe, afin d'évaluer et de déterminer les pratiques exemplaires et les changements nécessaires, ainsi que d'aider à concevoir des solutions standards pour des situations semblables à l'avenir.

Enfin, en ce qui concerne la main-d'œuvre et la préservation des actifs agricoles, pour maximiser la production alimentaire canadienne, il faut avoir accès à la main-d'œuvre et aux politiques qui préservent les actifs agricoles stratégiques. La Fédération canadienne de l'agriculture travaille en étroite collaboration avec le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture et Aliments et boissons Canada à l'élaboration d'un plan stratégique national sur la main-d'œuvre, dirigé par l'industrie, afin de remédier aux pénuries systématiques graves de main-d'œuvre qui limitent notre productivité. Bien que le plan soit dirigé par l'industrie, nous avons hâte de collaborer avec vous au cours des prochains mois concernant les mesures collectives nécessaires pour s'attaquer à ce problème chronique.

Nous devons également veiller à ce que la sécurité alimentaire ne soit pas sacrifiée au profit d'intérêts conflictuels. Un excellent exemple de cela est celui d'une parcelle de terre agricole appartenant à l'État à Surrey, en Colombie-Britannique, qui est mise en vente malgré le fait qu'elle abrite l'une des exploitations horticoles les plus productives et les plus résilientes aux changements climatiques qui desservent le marché de la Colombie-Britannique. Cela peut sembler secondaire face à ce problème mondial, mais la perte de ces terres porterait un coup permanent à la sécurité alimentaire dans cette région, faisant ressortir la façon dont les politiques gouvernementales peuvent, sans le savoir, aggraver les préoccupations actuelles en matière d'insécurité alimentaire.

En conclusion, l'insécurité alimentaire mondiale est complexe et a des répercussions dramatiques sur la stabilité politique et économique dans le monde. Nous nous réjouissons de l'engagement du Comité à explorer le rôle du Canada face à l'insécurité alimentaire mondiale croissante. Pour la suite de vos délibérations sur ce sujet, je vous laisserai sur ces quatre domaines clés où les politiques canadiennes peuvent avoir un impact direct et positif.

• (1800)

Premièrement, nous avons besoin d'une forte présence internationale, appuyant des échanges commerciaux fondés sur des règles, qui aide les pays à promouvoir la stabilité des infrastructures et de l'approvisionnement.

Deuxièmement, un groupe de travail doit être établi avec les agriculteurs, afin de veiller à ce que les politiques environnementales favorisent une résilience et une productivité accrues.

Troisièmement, il faut maintenir les examens collaboratifs d'Agri-relance pour atténuer et prévenir les risques climatiques futurs.

Enfin, il faut adopter une approche holistique en ce qui a trait à la main-d'œuvre et à la préservation des actifs productifs stratégiques au Canada.

Je vous remercie de votre attention et je suis prêt à répondre à vos questions.

**Le président:** Merci, monsieur Ross. Je vous ai donné quelques secondes de plus, mais vous pourrez m'acheter une bière la prochaine fois que nous nous rencontrerons. Je plaisante évidemment.

Monsieur Lemaire, vous avez la parole pour cinq minutes.

**M. Ron Lemaire (président, Association canadienne de la distribution de fruits et légumes):** Merci beaucoup, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité.

Au nom de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes, qui représente plus de 840 entreprises qui cultivent, emballent, expédient et vendent des fruits et légumes frais à l'échelle nationale et mondiale et qui soutiennent environ 249 000 emplois au pays, je suis heureux d'aborder avec vous aujourd'hui l'insécurité alimentaire mondiale.

Nous reconnaissons tous que la question de l'insécurité alimentaire est complexe. L'agriculture et l'agroalimentaire jouent un rôle clé dans la recherche de solutions. La question que nous devons nous poser est la suivante: comment le secteur agroalimentaire peut-il travailler avec de multiples administrations et ministères, tant à l'échelle nationale qu'internationale, pour veiller à ce que les populations à risque aient le logement, l'emploi, l'éducation et l'argent nécessaires pour avoir accès à la nourriture. Il y a ensuite la question de la production et de la disponibilité d'aliments sains, ainsi que la façon dont l'agriculture peut relever les défis mondiaux.

La pandémie n'est que l'un des facteurs qui influent sur l'insécurité alimentaire mondiale; à bien des égards, elle a fait ressortir un problème déjà important. Les chaînes d'approvisionnement continuent d'être sous tension. Les changements climatiques ont eu des répercussions sur nos marchés au Canada et à l'échelle mondiale. La guerre en Ukraine a ajouté une pression supplémentaire sur un système alimentaire déjà fragile. Comme nous le savons, la guerre et d'autres facteurs ont entraîné une augmentation des prix des intrants de production essentiels et des produits de base, comme le pétrole et les engrais. Cela a entraîné directement une augmentation des prix, qui a eu une influence directe sur l'insécurité alimentaire.

L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes est d'avis que les aliments doivent être considérés comme essentiels et périssables de façon prioritaire dans toutes les politiques et tous les programmes, en tenant compte des voies rapides pour les modèles d'importation et d'exportation à l'échelle mondiale.

Selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, près des deux tiers des entreprises ont dit qu'une réduction obligatoire du recours aux engrais à base d'azote diminuerait la rentabilité de leur entreprise, et 42 % ont indiqué que cela poserait un défi, étant donné qu'ils ont déjà réduit leur utilisation d'engrais azotés.

Compte tenu des temps difficiles que traversent les agriculteurs, au lieu d'une réduction du recours aux engrais azotés, l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes propose ce que les chercheurs canadiens encouragent les agriculteurs à faire, c'est-à-dire mettre en œuvre des pratiques exemplaires pour contrôler ou réduire les émissions d'azote. Parmi ces pratiques figurent le travail de conservation du sol, les analyses annuelles du sol pour l'azote et la rotation des cultures fixatrices d'azote.

Les chiffres ne mentent pas. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, on estime qu'entre 720 et 811 millions de personnes dans le monde étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2020. Parallèlement, au Canada, les statistiques de 2021 montrent que 15,9 % des ménages des 10 provinces ont déclaré être en situation d'insécurité alimentaire. Il s'agit d'un triste rappel, mais aussi d'une occasion pour le Canada de stimuler les changements à l'échelle nationale et d'être une force mondiale pour répondre aux besoins internationaux.

En tant que seul pays du G7 à ne pas avoir de programme national d'alimentation scolaire, nous nous rapprochons de la réalité de l'investissement dans la nutrition des enfants. L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes est membre de la Coalition pour une saine alimentation scolaire, un organisme non partisan qui travaille à faire progresser et à appuyer un programme national d'accès à des aliments nutritifs dans les écoles, qui permettrait aux enfants canadiens de recevoir des repas nutritifs à l'école selon un modèle de partage des coûts. Ce faisant, nous nous emploierions à atteindre le deuxième objectif de développement durable des Nations unies, à savoir éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition.

À l'échelle nationale, je crois qu'il y a deux grands domaines d'intérêt, soit les changements à l'échelle communautaire et le soutien de l'industrie. Comment pouvons-nous mettre en place des programmes sociaux qui permettent aux Canadiens d'acheter les aliments dont ils ont besoin, ainsi que des programmes qui appuient la production agroalimentaire et l'innovation? Des exemples comme le Programme de récupération d'aliments excédentaires et le Fonds des infrastructures alimentaires locales ont eu un impact, mais le retrait de fonds de ces sources a privé de nombreuses ONG de la capacité d'être viables dans un système d'aliments périssables. En tant que bénéficiaire des fonds du Programme de récupération d'aliments excédentaires, j'ai vu de mes propres yeux le réseau invisible d'aliments, qui regroupe 61 000 organismes de bienfaisance et sans but lucratif qui appuient nos efforts pour assurer la sécurité alimentaire. Tous comptent sur un système complexe de dons, de logistique et de financement. Second Harvest a signalé qu'avec un financement de 25 millions de dollars l'an dernier, elle recevait pour plus de 84 millions de dollars de demandes de nourriture auxquelles elle essayait de répondre, ce qui démontre un besoin criant dans les collectivités partout au pays. Je tiens à féliciter Second Harvest, car 71 % des fonds ont été distribués à des réseaux communautaires de personnes noires, autochtones et de couleur.

La sécurité alimentaire est complexe et nécessite des politiques et des programmes harmonisés pour appuyer la capacité de produire des aliments, d'y avoir accès et de les payer. Le gouvernement canadien a l'occasion de renforcer notre chaîne d'approvisionnement pour répondre aux besoins alimentaires des Canadiens et du reste du monde.

Je suis très heureux d'avoir eu l'occasion de m'adresser au Comité et de répondre à vos questions.

Merci.

• (1805)

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur Lemaire, et c'est exactement ce que nous allons faire.

Chers collègues, il ne nous reste qu'environ 25 minutes. Il y a peut-être une petite marge de manœuvre pour prolonger notre temps, ce qui suppose que vous n'aurez que six minutes par parti. Si

j'ai un peu de marge de manœuvre, je vais essayer de donner un peu plus de temps aux libéraux et aux conservateurs.

Monsieur Epp, nous allons commencer par vous.

**M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC):** Merci aux témoins. Si je pouvais, je consacrerai six minutes à chacun d'entre vous.

Je vais commencer par le canola et M. Davison. Il y a une dynamique dans le débat entre les aliments et les biocarburants, compte tenu de l'expansion des installations dans la région de Regina, dans le contexte des cibles de réduction des émissions provenant des engrais. Que pensez-vous de cela?

**M. Chris Davison:** Oui, je dirais que le sujet est de plus en plus défini comme une opposition entre la nourriture et le carburant. Je pense qu'il s'agit de plus en plus de nourriture et de carburant, car nous devons nous occuper à la fois de la sécurité alimentaire et de la sécurité énergétique en raison des récents développements géopolitiques et d'autres considérations.

Permettez-moi simplement de dire que de plus en plus de pays adoptent des exigences en matière de carburants renouvelables dans le cadre des efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique. Il est certain que les biocarburants dans le contexte du secteur des transports qui, nous le savons, représente environ 25 % des émissions totales de GES à l'échelle mondiale et ici au Canada, sont un facteur clé, et les biocarburants sont une solution éprouvée et viable pour décarboniser les carburants de transport...

**M. Dave Epp:** Merci. Je vais devoir vous demander de nous envoyer la stratégie d'innovation. J'aimerais poser quelques questions supplémentaires. Merci.

Monsieur Ross, vous avez parlé de l'accessibilité des engrais. Dans l'est du Canada, nous importons évidemment beaucoup. Nous avons perçu 37 millions de dollars en droits de douane sur les engrais.

J'ai deux questions. De quoi avons-nous besoin pour utiliser l'azote des engrais canadiens, particulièrement dans l'Est du Canada? Que devrions-nous faire des 37 millions de dollars?

**M. Scott Ross:** Pour ce qui est de votre deuxième question, ce que j'entends de la part des agriculteurs de l'Est du Canada, c'est qu'ils traversent une période très difficile en raison des coûts d'exploitation qu'ils doivent assumer et qu'ils ont l'impression que l'argent doit être consacré à un allègement financier ciblé pour ceux qui sont touchés par le tarif.

Pour ce qui est de l'accès à l'azote au cours les années à venir, je pense que le plus grand besoin que nous ayons à l'heure actuelle en agriculture canadienne, c'est la clarté et la certitude quant à ce que l'avenir nous réserve afin que les gens puissent planifier en conséquence pour l'an prochain. À l'heure actuelle, il existe un certain manque de clarté quant au paysage politique pour l'avenir. Il existe aussi des préoccupations au sujet de la disponibilité future et du prix de l'azote. Je pense qu'il est certainement nécessaire d'avoir une discussion stratégique à plus long terme à cet égard, mais dans l'immédiat, nous avons besoin de clarté sur ce que l'avenir nous réserve.

**M. Dave Epp:** Merci, monsieur Ross.

Monsieur Lemaire, la Californie, qui est l'un des principaux producteurs de fruits et de légumes, est à court d'eau. Que pouvons-nous faire d'autre au Canada, en particulier dans notre industrie des serres? De quelles autres infrastructures cette industrie a-t-elle besoin pour remplacer les importations et assurer une plus grande sécurité alimentaire dans notre secteur des fruits et légumes?

**M. Ron Lemaire:** C'est une excellente question.

L'industrie des serres offre d'énormes possibilités, notamment dans des domaines comme les fraises et même les melons, qui sont maintenant testés et revendus aux États-Unis.

Nous avons besoin d'énergie et d'accès. Nous devons examiner la stratégie sur le carbone pour essayer de soutenir plus efficacement l'industrie des serres et avoir une stratégie qui nous permettra de disposer de la main-d'œuvre nécessaire pour appuyer les efforts d'expansion. Nous perdons des occasions d'affaires dans le domaine des serres au profit d'autres pays.

**M. Dave Epp:** Merci, monsieur Lemaire.

Je cède la parole à mon collègue, M. Lehoux.

[Français]

**M. Richard Lehoux (Beauce, PCC):** Merci, monsieur le président.

Monsieur Ross, vous avez parlé de la pénurie de main-d'œuvre, entre autres choses. La main-d'œuvre est un facteur très important.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets?

Ma question s'adresse autant à M. Ross qu'à M. Lemaire.

● (1810)

[Traduction]

**M. Scott Ross:** Quant à la pénurie de main-d'œuvre, je peux vous donner quelques exemples de ses répercussions. Pendant la pandémie, nous avons certainement connu des pressions constantes sur les formes de production agricole à forte intensité de main-d'œuvre, comme la production de fruits et de légumes frais, notamment lorsque les producteurs doivent prendre des décisions très difficiles quant à l'avenir de leurs exploitations en raison de la rareté de la main-d'œuvre. L'un des défis qui, selon moi, se sont présentés...

**Le président:** Excusez-moi; je crois que nous avons de la difficulté avec l'interprétation. Je vais continuer à parler en anglais jusqu'à ce que M. Perron m'entende en français. J'ai arrêté le chronomètre.

Nous avons maintenant corrigé la situation.

Monsieur Ross, vous avez de nouveau la parole.

**M. Scott Ross:** Je vais simplement conclure et souligner que nous entendons parler de pressions constantes sur certaines de ces formes de production de très grande valeur pour passer à des formes de production moins exigeantes en main-d'œuvre qui sont plus mécanisées afin d'éviter les pressions quant à la main-d'œuvre.

Notre approche stratégique avec le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, ou CCRHA, est très multidimensionnelle et touche à tout, de la perception et la connaissance de l'industrie à la culture en milieu de travail et aux pratiques en matière de RH, en passant par la nécessité d'améliorer notre régime d'immigration et nos programmes de travailleurs étrangers temporaires.

[Français]

**M. Ron Lemaire:** Merci de la question.

J'ai presque la même réponse que M. Ross.

[Traduction]

J'estime que nous devons examiner la question.

[Français]

Je ne sais pas si vous souhaitez poser une autre question.

**M. Richard Lehoux:** Si vous me le permettez, monsieur Lemaire, je vais ajouter un élément à ma question.

Est-ce que les modifications apportées au programme dans la dernière année ont suscité des réactions sur le terrain? Est-ce que cela a amélioré la situation?

**M. Ron Lemaire:** Je vais répondre en anglais, puisque je n'ai pas beaucoup de temps.

[Traduction]

Oui, nous avons constaté un changement. Nous avons constaté une certaine évolution dans notre Programme des travailleurs étrangers temporaires et dans l'accès à la main-d'œuvre, mais comme M. Ross l'a mentionné, à mesure que nous nous dirigeons vers plus de technologie et une main-d'œuvre plus qualifiée nécessaire pour favoriser le changement, nous avons besoin d'une immigration accrue. Nous avons besoin de stratégies ciblées qui permettent d'acquérir les bonnes compétences dans les bons secteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Notre plus grand défi à l'heure actuelle se situe au niveau de la post-exploitation. Une fois que le producteur a cultivé son produit et qu'il se retrouve dans la chaîne d'approvisionnement, les entrepôts et les installations de emballage n'ont pas la main-d'œuvre nécessaire pour l'acheminer aux consommateurs. Les efforts d'urgence visant à réorienter 30 % des travailleurs étrangers vers les activités post-exploitation ont amélioré la situation.

**Le président:** Nous allons devoir nous arrêter ici.

Merci, monsieur Lemaire et monsieur Lehoux.

Nous avons six minutes. Nous allons revenir aux libéraux.

Je vais commencer par Mme Taylor Roy. Si vous voulez partager votre temps, je vous laisse le soin d'en décider.

**Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, je remercie les témoins de leur présence sur ce sujet très intéressant. Nous pourrions en discuter très longuement, car l'insécurité alimentaire comporte de nombreux aspects.

Vous avez parlé d'augmenter l'offre et que c'est l'aspect sur lequel nous devons nous concentrer. Je me demande ce que vous pensez de la réduction du gaspillage alimentaire, car il est évident que nous pouvons aussi nous attaquer à l'insécurité alimentaire en nous occupant des 40 % d'aliments gaspillés. Surtout du côté des producteurs, du côté de l'agriculture, comment abordez-vous cet aspect pour que moins de nourriture soit gaspillée et que davantage parvienne au consommateur final?

Monsieur Ross, vous pourriez peut-être commencer.

**M. Scott Ross:** Oui, bien sûr.

Je dirais simplement qu'à un niveau élevé, l'un des principaux objectifs, selon nous, est d'améliorer la gestion des données et les systèmes de données pour s'assurer qu'il existe une compréhension adéquate de la dynamique de la chaîne d'approvisionnement pour éviter le gaspillage alimentaire dans la mesure du possible.

Selon le secteur, je pense que nous utilisons un modèle de livraison très juste à temps au Canada. Avec les perturbations de plus en plus nombreuses que nous constatons dans le contexte des changements climatiques et des perturbations liées à la main-d'œuvre dans la chaîne de valeur, comme nous l'avons dit, la gestion devient de plus en plus problématique. Je pense que cela repose réellement sur la collaboration au sein de la chaîne d'approvisionnement, sur le partage de l'information et le renforcement des relations entre les acheteurs et les vendeurs afin de garantir l'existence de relations de partage des risques et de relations de confiance permettant d'aller de l'avant ensemble. Une grande partie du gaspillage que nous subissons dans la chaîne d'approvisionnement ne relève pas nécessairement d'une seule entité; il transcende les relations entre de multiples intervenants, et cette relation est essentielle.

**Mme Leah Taylor Roy:** Puis-je vous poser une brève question complémentaire? Avez-vous l'impression que l'on consacre beaucoup d'efforts ou d'attention à cet aspect à l'heure actuelle?

• (1815)

**M. Scott Ross:** Je dirai que je siège au comité directeur sur le code de conduite pour les détaillants en alimentation, et je pense qu'il y a beaucoup de discussions à ce sujet. Nous avons certaines obligations en matière de confidentialité, alors je ne peux pas entrer dans les détails, mais je dirai que l'amélioration de la dynamique de la chaîne d'approvisionnement, l'établissement d'un climat de confiance et l'instauration de la transparence dans le système sont des éléments essentiels de toute cette discussion et de tout ce processus auquel nous participons.

**Mme Leah Taylor Roy:** D'accord. Merci.

J'ai une brève question pour M. Lemaire.

Vous avez parlé du programme national d'alimentation dans les écoles, je crois. Je suis une fervente partisane d'une alimentation saine et de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Canada.

J'ai une question. Nous parlons de l'équilibre entre l'offre et la demande. Au Canada, la demande et l'appétit ont augmenté pour certains types d'aliments en raison de la baisse du prix des aliments, qui a été maintenue à la baisse au fil des décennies. Je me demande quel rôle l'éducation joue, selon vous, dans la modification des comportements en matière de consommation alimentaire et comment elle peut contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire.

**M. Ron Lemaire:** Certainement. Nous avons constaté une certaine évolution à cet égard pendant la pandémie, lorsque les gens cherchaient des solutions sur la façon de préparer et d'entreposer les aliments. Les gens sont retournés aux jardins familiaux et communautaires. Il s'agit d'un élément fondamental pour faire évoluer les comportements et les connaissances en matière d'alimentation.

La connaissance des aliments est essentielle. Comment pouvons-nous orienter cela dans le système scolaire? Comment pouvons-nous revenir à un environnement où les Canadiens comprennent comment acheter, stocker, préparer et tirer le maximum de leurs aliments?

**Mme Leah Taylor Roy:** Merci beaucoup.

Je vais partager le reste de mon temps.

**M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.):** Merci. Je remercie tous les témoins.

Je vais m'adresser à M. Ross, de la Fédération canadienne de l'agriculture.

Vous avez parlé d'encourager les politiques de résilience climatique, de la façon dont les agriculteurs veulent s'y prendre et de la façon dont nous pouvons soutenir cette croissance de la productivité. Vous avez mentionné la reconnaissance des agriculteurs pour la protection des terres humides. Pouvez-vous donner des exemples de ce qui se passe déjà et de la façon dont nous pouvons prendre les prochaines mesures pour y arriver?

**M. Scott Ross:** Je vais parler d'un exemple en particulier, la Table ronde sur les terres humides du Canada, où beaucoup de travail est en cours pour élaborer des mesures d'évaluation pour certains de ces services écosystémiques. De façon générale, je pense que c'est l'un des défis fondamentaux de la mise en œuvre de bons programmes de services écologiques. Il s'agit de s'assurer qu'il y a un effort concerté, avec les bonnes personnes qui travaillent à la création de modèles d'évaluation ou de moyens d'établir un prix pour le bien public que fournissent les producteurs.

Lorsque nous examinons des questions comme la réduction des émissions, nous constatons que bon nombre des pratiques que l'on demande aux agriculteurs d'employer ont un intérêt public et un bénéfice public, sans qu'il y ait nécessairement un avantage privé correspondant. La prise en compte de ce clivage est essentielle pour l'ensemble de cette discussion et c'est pourquoi il est nécessaire de continuer à explorer les programmes dans ce domaine.

**M. Tim Louis:** Je comprends cela.

Pour rester sur le même sujet, vous avez mentionné quatre leçons que nous avons apprises. L'une d'elles était « une approche holistique de la main-d'œuvre ». Pouvez-vous nous en dire davantage sur ce que vous entendez par là et sur la façon dont nous pouvons apprendre en adoptant une approche holistique de la main-d'œuvre?

**M. Scott Ross:** Oui, certainement. À l'heure actuelle, je coprésente la Stratégie nationale de la main-d'œuvre pour l'agriculture et la fabrication d'aliments et de boissons avec le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture et Aliments et boissons Canada. Nous mobilisons des intervenants de l'industrie de partout au Canada dans le cadre d'une série de volets différents, allant de la nécessité d'une réforme de l'immigration à l'amélioration de nos programmes de travailleurs étrangers temporaires, en passant par les perceptions en matière de sensibilisation aux carrières et les pratiques exemplaires en matière de RH, la culture du milieu de travail et ainsi de suite.

Je pense que ce qui est essentiel ici, c'est de mobiliser les intervenants de tout le pays, parce qu'il n'y a pas une seule entité qui peut s'attaquer à ce problème, ni une seule personne qui peut lever la main et dire: « Nous en avons fait assez ici », parce qu'il est clair que le problème s'aggrave, non seulement en agriculture, mais dans toute la chaîne de valeur. L'an dernier, plus que jamais, nos membres producteurs nous ont parlé des défis que les transformateurs de produits alimentaires doivent relever en matière de main-d'œuvre. Je pense que nous devons adopter une approche axée sur la chaîne de valeur, mais certainement une approche pancanadienne qui mobilise l'ensemble de l'industrie, parce que nous avons besoin de l'adhésion et du soutien de tous les intervenants du pays.

**Le président:** Merci, monsieur Ross. Merci, monsieur Louis.

Je tiens à souligner que la députée Lapointe est dans la salle. Nous accueillons au Comité de l'agriculture la députée de Sudbury, je crois. Même s'il ne s'agit pas d'une vaste région agricole, je sais que la ministre de l'Agriculture s'est rendue dans cette région du Nord de l'Ontario cet été. Je tenais à ce que cela figure au compte rendu.

Monsieur Perron, vous avez six minutes.

[Français]

**M. Yves Perron:** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être présents.

Je vais poursuivre avec M. Lemaire.

Vous avez parlé du problème de main-d'œuvre. Vous avez vu un changement grâce au seuil de 30 % dans l'agroalimentaire, entre autres choses.

Si vous aviez un changement précis à recommander rapidement au gouvernement, notamment en ce qui concerne le programme des travailleurs étrangers temporaires, quel serait-il? Qu'aimeriez-vous voir modifié demain matin?

• (1820)

**M. Ron Lemaire:** Merci de la question, monsieur Perron.

[Traduction]

Un changement immédiat, pour demain, serait d'alléger et de réduire le fardeau administratif des agriculteurs et de ceux qui travaillent dans les exploitations agricoles.

Le défi que doivent relever de nombreux agriculteurs, c'est le fardeau administratif lié au processus de recrutement de la main-d'œuvre, et c'est fondamental. Bon nombre de ces agriculteurs, surtout dans le secteur des fruits et légumes, n'ont pas de grandes exploitations, et le fardeau administratif qu'ils doivent assumer est extrêmement difficile. Cela nous ramène aux problèmes que M. Ross et notre organisation, les fruiticulteurs du Canada, ont réglés — réduire la bureaucratie, améliorer et rationaliser le système.

[Français]

**M. Yves Perron:** En quelques secondes, croyez-vous que, si nous permettions aux producteurs de fruits et légumes d'avoir une plus grande sécurité financière, la résilience alimentaire au pays s'en trouverait accrue?

**M. Ron Lemaire:** Oui, je pense que ce serait une bonne occasion d'améliorer les choses pour tout le monde.

**M. Yves Perron:** Je vous remercie, monsieur Lemaire.

Monsieur Ross, vous avez dit que le tarif sur les engrais russes avait contribué à la hausse des prix. Nous avons aussi eu des échanges avec votre pendant québécois, soit l'Union des producteurs agricoles, qui demande du soutien afin d'aider les agriculteurs à affronter l'inflation subite.

Tenez-vous toujours des discussions à ce sujet avec le gouvernement? Avez-vous eu une réponse?

[Traduction]

**M. Scott Ross:** Nous maintenons un dialogue continu à cet égard. Je signale que la FCA a un comité sur les coûts de production qui examine les réponses stratégiques à ce que nous considérons comme les préoccupations découlant des pressions inflationnistes qui s'exercent sur notre secteur.

Je pense qu'il s'agit d'une nouvelle norme avec laquelle nous devons composer pendant un certain temps. Par conséquent, à l'interne, nous travaillons de façon très concertée pour formuler des recommandations et des idées sur la façon dont nous devons réagir stratégiquement à cet enjeu, parce que cela ne changera pas du jour au lendemain et ne s'atténuera pas nécessairement au cours des prochaines années.

Tout ce que je peux vous dire, c'est que j'aurai d'autres nouvelles à vous communiquer bientôt.

[Français]

**M. Yves Perron:** Vous avez parlé de la nécessité de créer un groupe de travail avec les producteurs. Pouvez-vous prendre 30 secondes pour nous en dire davantage là-dessus?

[Traduction]

**M. Scott Ross:** Il y a tellement d'initiatives de politique environnementale en cours qui sont interreliées dans de nombreux domaines, et ce dont nous avons absolument besoin, de notre point de vue, est un groupe qui tire parti de l'expérience et de l'expertise techniques en production des agriculteurs et qui s'unit à des experts universitaires et techniques et des représentants gouvernementaux pour s'assurer que les solutions que nous proposons sont pratiques, qu'elles ne limitent pas à la croissance de la productivité pour l'agriculture canadienne et qu'elles permettront d'atteindre les réductions d'émissions prévues.

Il s'agit simplement de s'assurer que nous tirons parti de toute l'expertise disponible.

[Français]

**M. Yves Perron:** Vous parlez d'un examen collaboratif d'Agri-relance à la suite d'une catastrophe, dont on a eu un exemple assez frappant dans l'Est du pays. Pouvez-vous nous en dire plus? Avez-vous une bonne réception? Ce groupe d'examen collaboratif aura-t-il lieu?

[Traduction]

**M. Scott Ross:** Dans mes observations, je faisais allusion à une intervention liée à la reprise après catastrophe pour cerner les mesures de prévention et d'atténuation. Ce qui se passe actuellement dans l'Est, dans le cadre de nos discussions et de notre dialogue avec nos membres, est un effort visant à déterminer ce qui doit se passer pendant la période d'intervention de reprise immédiate. À l'heure actuelle, il est difficile de déterminer exactement à quoi cela ressemble, car on est encore en train de recueillir des faits au sujet de l'ampleur et de la portée des répercussions et de ce que cela signifiera pour la reprise au Canada atlantique.

Nous mettons en rapport nos membres de partout au pays entre eux pour tirer des leçons de choses comme la rivière atmosphérique qui a provoqué des inondations en Colombie-Britannique et les interventions qui ont été faites. Nous essayons de nous assurer d'offrir une connectivité à l'échelle du pays, mais il est encore très tôt pour commenter ce qui se passe là-bas, si ce n'est de dire que la dévastation est importante et que nous continuons d'entendre des rapports très troublants sur les répercussions que cela aura sur la production de l'année prochaine.

[Français]

**M. Yves Perron:** Merci beaucoup, monsieur Ross.

Monsieur Davison, je m'en voudrais de ne pas vous poser une question avant que mon temps de parole soit écoulé.

Vous avez mentionné l'importance d'avoir des règlements basés sur la science. Pouvez-vous nous expliquer cela en une minute ou plus?

[Traduction]

**M. Chris Davison:** Nous avons parlé de l'importance de la politique intérieure pour appuyer les exportations, et c'est très important. Je crois que l'un des témoins du groupe précédent a parlé de la nécessité de mettre en place des règlements qui établissent clairement la voie à suivre pour appuyer l'innovation dont il a été question plus tôt. Nous avons besoin d'une voie réglementaire claire et bien établie qui offre une prévisibilité aux concepteurs de nouvelles technologies et d'innovations. Ils doivent avoir une idée précise de la voie à suivre et de l'échéancier depuis la recherche et le développement préliminaire jusqu'à la commercialisation, parce que l'objectif est de mettre ces innovations entre les mains des producteurs de première ligne qui font le travail pour nous afin que nous puissions accroître notre capacité d'exportation. Cela commence par la production.

Nous avons besoin d'un signal clair de la part des organismes de réglementation. Nous avons besoin d'une harmonisation à l'échelle internationale afin d'avoir des normes communes et nous avons besoin d'un système fondé sur les risques et les données probantes qui appuie ces règlements.

● (1825)

**Le président:** Merci, monsieur Davison. Merci, monsieur Peron.

Monsieur MacGregor, vous allez terminer la soirée. Vous avez six minutes.

**M. Alistair MacGregor:** Merci, monsieur le président. Je vais conclure pour vous tous.

Monsieur Ross, j'aimerais commencer par vous. Vous portez certainement de nombreux chapeaux et vous connaissez bien notre comité.

Nous savons qu'à l'échelle mondiale, les pertes de production agricole attribuables aux changements climatiques atteignent des milliards de dollars. Nous savons que selon les projections, la situation ne fera qu'empirer. Nous avons de toute évidence notre propre expérience ici au Canada.

Nous connaissons très bien les efforts incroyables que les agriculteurs déploient pour réduire leurs émissions et créer des puits de carbone, mais je veux aussi parler un peu de la façon dont nous essayons d'empêcher les changements climatiques d'avoir des répercussions sur la production. Les agriculteurs déploient beaucoup d'efforts pour accroître leur efficacité et leur production, mais les changements climatiques empêchent ce combat d'arrière-garde et pourraient entraîner la perte d'une grande partie de cette production en raison des feux de forêt, des sécheresses et des inondations.

Avez-vous quelque chose à nous dire sur la façon dont les agriculteurs essaient de composer avec cette situation, qu'il s'agisse d'utiliser de nouvelles variétés de cultures ou d'utiliser différentes techniques agricoles pour peut-être se protéger contre des phénomènes météorologiques extrêmes? Avez-vous quelque chose à nous dire au sujet de la nécessité pour le gouvernement fédéral d'intervenir un peu plus? Il pourrait même s'agir de certains des programmes de gestion des risques de l'entreprise qui aident les agriculteurs à se remettre sur pied le plus rapidement possible.

**M. Scott Ross:** L'un des éléments que je vais aborder fait suite aux commentaires de M. Davison sur la nécessité de moderniser la réglementation pour permettre l'accès à de nouvelles technologies et à de nouveaux produits afin que les agriculteurs puissent utiliser de nouvelles variétés. C'est quelque chose qui se fait partout au Canada, à mesure que ces technologies et produits deviennent disponibles, pour faire face aux nouvelles pressions que nous subissons. Toutefois, le délai d'approbation retarde notre capacité de tirer parti de ces technologies. Il est donc essentiel que nous rationalisons nos processus réglementaires pour nous assurer qu'ils sont axés sur les risques, qu'ils sont axés sur les résultats et qu'ils sont ciblés afin que les agriculteurs aient les outils dont ils ont besoin.

En ce qui concerne la gestion des risques, je dirais qu'il est vraiment nécessaire, en ce qui concerne les interventions en cas de catastrophe en particulier, de prendre du recul, comme je l'ai mentionné dans mes observations. Réunissez des chefs de file de l'industrie, des experts techniques et des représentants gouvernementaux à la suite de catastrophes afin de tirer des leçons de ce qui s'est passé et de déterminer des pratiques d'atténuation et des mesures de prévention accessibles au public. Il faut commencer à réaliser des progrès dans ces domaines, de sorte que lorsque des catastrophes semblables se produiront à l'avenir, nous aurons tiré des leçons et apporté des améliorations aux programmes, aux infrastructures et aux mesures à la ferme.

Il s'agit d'une occasion d'apprentissage partagé et de compréhension commune pour veiller à ce que nous ayons cette boucle de rétroaction et que nous puissions réagir de la même façon.

**M. Alistair MacGregor:** Je comprends. Merci.

Monsieur Lemaire, j'aimerais m'adresser à vous. Dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé des besoins en énergie de nos serres. Dans une vie antérieure, j'ai participé à la construction d'une serre et à l'installation d'une chaudière qui maintient une bonne température dans l'installation. Je sais à quel point ces installations et ces systèmes de tuyauterie sont complexes.

En ce qui concerne l'énergie, le gouvernement canadien pourrait-il faire davantage pour vous aider à accéder à des formes d'énergie renouvelable, qu'il s'agisse de réduire les coûts des sources hydroélectriques existantes ou de tirer parti de l'énergie géothermique? Je me demande si vous avez des commentaires à ce sujet.

J'aimerais aussi poser une autre question.

**M. Ron Lemaire:** Vous en aurez la chance. Je vais être très bref et concis.

Ce dont vous parlez, c'est d'un plan de croissance, et la résilience découle d'un plan de croissance solide. Oui, monsieur MacGregor, tout le monde cherche de nouvelles formes d'énergie, mais nous devons examiner le tout comme un modèle intégré. Cela comprend notre infrastructure, nos gens, notre énergie, nos intrants et, comme M. Ross l'a mentionné, la modernisation de la réglementation.

À mesure que nous rassemblons tout cela — les éléments entourant les changements climatiques et les répercussions auxquelles nous faisons face, les rivières atmosphériques et tout le reste —, nous pouvons nous y retrouver si nous avons un plan de croissance avec ces éléments intégrés en place dans plusieurs ministères. C'est là que le ministère de l'Agriculture doit prendre les devants et faire intervenir tout le monde pour favoriser le changement.

• (1830)

**M. Alistair MacGregor:** Ma dernière question s'adresse également à vous.

J'ai assisté au petit déjeuner que vous avez organisé la semaine dernière. Vous avez dit que la moitié de votre assiette se composait de fruits et de légumes frais, et vous avez mentionné le programme national d'alimentation en milieu scolaire que nous voulons voir instauré.

La sécurité alimentaire de nos enfants est également liée à leur santé. Vous pourriez peut-être conclure en établissant pour nous un lien entre ces deux concepts et en nous expliquant pourquoi la disponibilité d'aliments sains et nutritifs pour les enfants est si importante pour leur croissance et leur développement, ainsi que pour leur santé.

**M. Ron Lemaire:** La sécurité alimentaire renforce... Comme l'a dit un autre témoin, cela nous ramène au logement, à l'emploi ainsi qu'à l'abordabilité et à la disponibilité de la nourriture. Lorsque les enfants mangent, ils apprennent mieux. Ils peuvent croître et se développer, et c'est notre avenir.

Si nous nous tournons vers l'avenir, les caractéristiques fondamentales reviennent à un programme d'alimentation en milieu scolaire qui peut être offert et soutenu, mais qui est également lié à

tous ces autres éléments clés, notamment un logement abordable, ainsi que les principaux moyens d'amener les gens à travailler et à participer à l'économie.

**M. Alistair MacGregor:** Je comprends.

Merci à tous nos témoins.

Sur ce, monsieur le président, je cède mon temps de parole.

**Le président:** Merci beaucoup, monsieur MacGregor.

Au nom de tous les membres du Comité ici présents, permettez-moi de faire écho aux remerciements à nos témoins.

À Chris Davison, à Ron Lemaire et à Scott Ross, merci beaucoup de votre leadership en agriculture et de vos témoignages d'aujourd'hui.

Chers collègues, cela met fin à la première séance sur cette étude. Lundi, nous poursuivrons l'étude du projet de loi C-234. C'est ce qui est prévu à l'horaire. La greffière a veillé à ce que des témoins soient présents, alors nous allons continuer.

Merci. Bonne fin de semaine.

La séance est levée.

---







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>